

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du - 2 OCT. 2024

**portant prescriptions complémentaires à la société DARAMIC SAS
dans le cadre d'une fuite d'hexane survenue au droit de la cuve enterrée TK5230 sur la ligne EXA 2
pour l'exploitation de ses installations
situées 25 rue Westrich à SÉLESTAT (67603),
N° AIOT : 0006700478**

LA PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

- Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V (installations classées pour la protection de l'environnement) et le titre VIII du livre 1er (procédures administratives) et les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2000 portant autorisation d'exploiter au titre de la loi 76-633 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement à la société Daramic à Sélestat ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2002 codifiant les prescriptions associées à l'autorisation accordée à la société Daramic pour l'exploitation d'installations de fabrication de filtres de batteries à Sélestat et complétant les prescriptions initiales relatives aux rejets des composés organiques volatils ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 fixant des prescriptions complémentaires relatives à la gestion de son stock d'hexane ;
- Vu le courrier du 08 avril 2024 de l'exploitant informant d'un impact du sol dans le cadre d'une fuite d'hexane survenue au droit de la cuve enterrée TK5230 sur la ligne EXA 2 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 septembre 2024 ;

Considérant que la fuite d'hexane d'une cuve enterrée menace les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte-tenu des risques de pollution du milieu environnant et en particulier des eaux souterraines ;

Considérant que la surveillance piézométrique met en évidence une atteinte pour les paramètres recherchés des ouvrages MW2 et MW3 situés en limite de propriété et en aval hydraulique plus éloigné de la cuve défaillante ;

Considérant qu'aucun élément objectif ne permet d'exclure une pollution affectant le milieu environnement et l'utilisation d'eaux souterraines par les tiers en aval de l'installation et qu'elle est susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

Considérant qu'à ce jour les démarches ont été engagées par l'exploitant pour identifier et stopper la fuite, et en limiter les conséquences ; que la cuve défaillante a été vidée et qu'elle n'est plus utilisée depuis la fuite ;

Considérant que l'étendue de la pollution dans les sols et les eaux souterraines n'est pas connue ; que l'installation est située en amont hydraulique de terres agricoles, de fermes et d'éventuels ouvrages privés d'accès à la nappe souterraine ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire les mesures permettant la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de la fuite ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire

La société DARAMIC SAS dont le siège est situé 25 rue Westrich à Sélestat (67603), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée, à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Remise d'un rapport d'accident circonstancié

L'exploitant remet à l'Inspection des installations classées, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur les circonstances de la fuite en complément des informations déjà transmises sur la fuite d'hexane survenue au droit de la cuve enterrée TK5230 sur la ligne EXA 2. Ce rapport doit comprendre en particulier :

- la chronologie précise des événements qui ont conduit à la pollution, jusqu'à la mise en sécurité de la cuve défaillante ;
- les caractéristiques de la cuve concernée par la fuite ;
- les rapports des derniers contrôles effectués sur la cuve à l'origine de la fuite ;
- la liste des éventuelles réparations réalisées avant cette fuite.

Article 3 : Remise d'une étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite

L'exploitant remet à l'Inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de l'impact sur l'environnement de la fuite. Cette étude devra notamment comporter :

- Un état des lieux concernant le terme source de la fuite : nature et quantité de produits concernés ;
- Une évaluation de la nature et des quantités de produits / produits de décomposition / de dégradations susceptibles d'avoir été émis dans les sols et les eaux, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans l'incident ;
- La détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;
- Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences de la fuite (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ;
- Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées. Les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées dans l'inventaire prescrit ci-dessus (privilégier dans un premier temps quelques points de prélèvements sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux). Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone témoin ;

- Les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits diffusés ;
- La proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées ;
- Une évaluation de l'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation, et la proposition de mise en place et/ou d'amélioration du système de dépollution actuellement en place.

Article 4 - Modalités d'exécution

- **Article 4.1 - Frais :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société DARAMIC SAS.

- **Article 4.2 - Mesures de publicité :**

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

- **Article 4.3 - Droits des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

- **Article 4.4 - Sanctions :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

- **Article 4.5 - Voies et délais de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 - Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) du Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées ;

- la société DARAMIC SAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Sélestat.

La préfète,
pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL